



DÉFENDONS ENSEMBLE LES SERVICES PUBLICS !



Alors que les politiques libérales font partout la démonstration de leur inefficacité, le Gouvernement français lance une vaste offensive contre les services publics. L'énergie et le transport ferroviaire sont particulièrement visés.

DANS LE FERROVIAIRE

Le Gouvernement s'apprête à mettre la SNCF en concurrence dans le transport de voyageurs et à liquider le transport de marchandises qui s'est effondré (toutes entreprises confondues) depuis que la concurrence s'applique dans cette activité.

Le rapport Spinetta publié le 15 février 2018 confirme que la concurrence coûtera plus cher à l'usager et aux collectivités locales, qu'elle conduira à fermer des dizaines de lignes pourtant indispensables aux territoires et pourrait provoquer de nombreux dysfonctionnements. Malgré cela, le Gouvernement veut passer en force.

La CGT exige au contraire que les enjeux sociaux et environnementaux soient au cœur de la politique publique :

- Pour relancer le transport de marchandises qui permettrait de décongestionner les routes, préserver l'environnement...
- Pour améliorer le droit au transport et la qualité du service en réunifiant la SNCF et en décloisonnant son fonctionnement interne.
- Pour desservir solidairement tous les territoires et leur permettre de se développer.
- Pour défendre l'emploi stable et bien rémunéré, qui est le seul moyen de relancer efficacement l'économie.

DANS L'ÉNERGIE

Pris entre une Europe qui veut faire passer sa 4^e directive pour imposer un mix énergétique axé essentiellement sur les énergies renouvelables et dérèglementer encore plus le secteur énergétique ; un gouvernement focalisé sur la mise en œuvre de sa loi de transition énergétique pour la croissance verte, les emplois des agents des Industries Electriques et Gazières sont directement menacés ! Conséquences des réorganisations des entreprises et des choix des politiques libérales entraînant de facto des plans sociaux, des suppressions des plateaux téléphoniques, l'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques, des fermetures de sites de production d'électricité charbon, nucléaire... En clair, une véritable gabegie organisée par le pouvoir capitalistique.

Cette situation amène la CGT à prendre toute sa place dans le débat sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (période 2019-2024) pour faire entendre une autre voix et porter une politique énergétique d'avenir qui prévoit, entre autres, la structuration de chaque filière énergétique.

La FNME-CGT exige le bilan de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz qui a détruit 70 ans de service public assurant la réponse aux besoins. L'énergie, ce n'est pas une marchandise, c'est un droit pour tous les usagers. Faisons de ce slogan une réalité et menons la bataille pour gagner un nouveau service public de l'électricité et du gaz attaché à un statut national de l'énergéticien pour l'ensemble des travailleurs du secteur.

SALARIÉS, USAGERS,

NE NOUS LAISSONS PAS DÉPOSSEDER SANS RÉAGIR !

Aux Etats-Unis, un récent rapport de l'association des ingénieurs civils estime à 3 600 milliards de dollars les besoins d'investissements dans les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication, actuellement en déliquescence. Proportionnellement, si la France était dans cette situation, cela représenterait 500 milliards d'investissements à réaliser.

Grâce aux services publics et aux entreprises publiques, notre pays se trouve dans une meilleure situation. Socialement, les services publics démontrent également leur efficacité, notamment par un faible coût de l'énergie et des transports par rapport à nos voisins européens. Ils ont permis d'amortir la crise économique de 2008.

Il est donc indispensable de renforcer les services publics, de leur donner les moyens de fonctionner correctement, de les démocratiser et d'en élargir le champ d'intervention pour mieux faire face aux attentes de la population.

A l'inverse, l'Etat étouffe les entreprises publiques, les met en concurrence pour les affaiblir, et se fixe pour objectif de les privatiser !

De véritables plans sociaux sont mis en œuvre pour concentrer les moyens sur des opérations capitalistes, alors que notre pays compte 5 millions de chômeurs et précaires.

La sécurité de nos installations est remise en cause par des politiques de sous-traitance en cascade, de précarisation de l'emploi et d'affaiblissement des compétences qui ont été construites grâce aux Statuts des personnels.

Réapproprions-nous les services publics ! Imposons que les besoins des usagers soient au cœur des stratégies de nos entreprises publiques. A partir de notre professionnalisme, qui est la meilleure des expertises, imposons qu'elles s'organisent et se dotent des moyens pour répondre à ces besoins, tout en améliorant les conditions de travail et d'emploi.

**La Fédération CGT de l'Énergie et des Mines
et la Fédération CGT des cheminots
tirent la sonnette d'alarme et appellent les salariés et usagers
à se mobiliser le 22 mars 2018 pour défendre les services publics !**

Montreuil, le 23 février 2018